

## L'ENERGIE ET LA CRISE : QUELLES MESURES DE RELANCE ?

Le secteur de l'énergie en France a été très profondément et systématiquement déconstruit dans ses structures industrielles par les Gouvernements de la Droite depuis 2002, à l'occasion de la mise en œuvre des Directives Européennes, inspirées directement par le modèle britannique et les cabinets d'audit-conseils anglo-saxons. Cela a conduit en quelques années à la "financiarisation" du secteur, à l'ouverture du capital des établissements publics, puis à la privatisation totale de Gaz de France *in extremis* en juillet dernier, alors que l'écroulement des prix du pétrole annonçait la crise financière qui suivrait quelques semaines plus tard, à la privatisation partielle d'EDF. C'est un alignement sur une organisation industrielle, du type de celle que l'on connaît aux Etats-Unis et au Royaume-Uni depuis la dérégulation reaganienne ou anglaise, plus récente, et thatchérienne. Au regard des succès industriels évidents et reconnus, obtenus dans le passé par EDF-GDF dans le nucléaire, le gaz naturel liquéfié ou la distribution de l'énergie, l'histoire a déjà démontré abondamment les déboires lamentables pour les usagers et les salariés des autres formes d'organisation : *ENRON*, *British Energy*, *Amaranth*,... C'est donc ainsi que le secteur de l'énergie français, qui en avait été protégé jusqu'alors par un mode d'organisation qui l'isolait des spéculations du monde de la finance, se retrouve lui-aussi, en dépit des apparences dissimulatrices et des

avantages de sa toute puissance, au cœur de la tourmente.

Que penser d'un prix du marché du pétrole divisé par 3 en quelques semaines à partir de juillet dernier, annonçant la chute de *Lehmann brothers*, celle de *Constellation*, entreprise d'électricité américaine responsable de plusieurs réacteurs nucléaires, puis, quelques jours plus tard,



l'écroulement généralisé des banques d'affaires et de l'échafaudage financier bâti ces dernières années ? Que penser de la partie de poker à la quelle se livrent *Gadonneix* et ses banquiers conseillers d'un côté, *Warren Buffet* de l'autre ? Que penser du cadeau fait par *Sarkozy* à *Gordon Brown*, en poussant EDF à prendre en charge le nucléaire britannique déjà failli plusieurs fois ? Que penser de la rupture des approvisionnements gaziers en provenance de Russie/Ukraine, la première dans l'histoire ?

Le chaos s'installe, s'approfondit, dans un secteur essentiel au bien-être des populations. La pseudo concurrence qu'il s'agissait d'introduire pour faire baisser les prix, a produit l'exact effet inverse. Elle a surtout permis la privatisation du secteur et le détournement du produit considérable des factures de gaz et d'électricité vers les circuits financiers. Elle a autorisé la construction, comme dans l'immobilier, d'échafaudages branlant de produits financiers plus ou moins exotiques, tous assis sur l'anticipation de la hausse inéluctable des prix de l'énergie.

Le secteur de l'énergie américain, au travers de Constellation a été le premier, et ce n'est pas un hasard, à être frappé par les conséquences de la chute des banques d'affaires, au premier rang desquelles *Lehmann Brothers*.

Les usagers en paieront directement les conséquences dans leurs factures ou seront coupés. Car, là est l'aspect magique de ce secteur, là est la raison, le nerf de cet acharnement mis par les prédateurs à s'en emparer, pour en contrôler les flux. Mieux que l'impôt, la recette y est aisée. Beaucoup mieux que l'eau, les factures de l'électricité et du gaz sont importantes et donc juteuses. Le prix concocté par l'oligopole en toute opacité s'impose à l'utilisateur, qui doit le régler sous peine de se retrouver dans le noir ou sans chauffage au cœur de l'hiver.

C'est la raison fondamentale qui avait conduit à donner un statut public aux entreprises du secteur en France, de façon à en garantir la clarté absolue et le respect de la mission unique – le service public -, la transparence et la démocratie des choix économiques et techniques, en garantissant par un statut spécifique du personnel le mettant à l'abri des pressions étrangères à sa mission, la

pluralité des opinions et leur confrontation publique en leur sein au service des meilleures solutions pour le public et le pays.

Aucun déploiement médiatique ne parvient à cacher la réalité de l'échec actuel, en dépit de la puissance et de la force d'influence de l'oligopole privé en cours de formation.

Le "marché" de l'énergie demeure un leurre, une chimère poursuivie à des fins intéressées par des intérêts privés. Aucune régulation, aucun palliatif, aucun replâtrage ne parvient à lui donner corps.

Tel est le constat aujourd'hui, alors que la France, le monde sont frappés par les répercussions sur l'économie réelle de la crise financière.

Les restructurations du secteur de l'énergie impulsées et mises en œuvre par Nicolas Sarkozy, comme Ministre des Finances de Chirac, puis comme Président de la République ont fragilisé la France, au niveau de ce qui constitue la colonne vertébrale de son économie et de son bien-être, l'énergie, en soumettant ce secteur aux délires de la finance, en faisant disparaître les protections sagement mises en place qui l'en protégeaient, en la rendant désormais dépendante d'aléas géopolitiques, en dégradant son fonctionnement économique et technique, comme chacun peut le constater aujourd'hui toujours plus chaque jour.

La lutte contre la récession et la relance passe aujourd'hui dans le secteur de l'énergie, au cœur de l'économie réelle, par :

## **LA BAISSÉ IMMÉDIATE DES PRIX DE L'ÉNERGIE**

### **L'AUGMENTATION DES SALAIRES**

### **LA RESTAURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES, DETRUITES PAR SARKOZY, POUR LA PÉREQUATION TARIFAIRE ET LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT**

### **LA RENATIONALISATION DE GAZ DE FRANCE**

### **LA FUSION EDF-GDF**